



REVUE DE PRESSE
SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 06 MARS 2015

Dotations : les maires maintiennent la pression

BUDGET DES COMMUNES François Baroin, président de l'AMF, rencontrait hier Manuel Valls. Il a dressé « un constat d'alerte rouge »



C'est accompagné de son vice-président socialiste, André Laignel, que François Baroin, président de l'Association des maires de France, a rencontré Manuel Valls. PHOTO THOMAS PADILLA

Victime d'un accident de ski durant ses récentes vacances dans les Alpes, François Baroin avait été brièvement hospitalisé avant de se voir prescrire un repos de deux mois. Il a néanmoins enfreint les consignes d'immobilisation données par ses médecins pour honorer le rendez-vous qu'il avait hier, en tant que président de l'Association des maires de France, avec Manuel Valls.

C'est dire si le sénateur-maire (UMP) de Troyes attachait de l'importance à cette rencontre.

C'est que les sujets de contentieux entre l'État et les collectivités locales ne manquent pas, surtout depuis que le premier a annoncé une réduction drastique de ses versements financiers aux secondes. L'État a en effet prévu de baisser ses dotations aux communes de 3,7 milliards d'euros par an jusqu'en 2017, soit plus de 11 milliards au total.

Et ce dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros annoncé l'année dernière par le gouvernement pour respecter (ou tenter de respecter...) le pacte de stabilité européen.

Un millier dans le rouge

Une situation qualifiée d'intenable par la puissante AMF. François Baroin, qui était accompagné de son vice-président socialiste, André Laignel, a dressé devant le Premier ministre « un constat d'alerte rouge » : un millier de communes n'arrivent pas à boucler leur budget. Il a demandé que cet effort soit étalé sur deux ou trois années supplémentaires. « On considère que pour 2015, ça sera très difficile, ça va mettre dans le rouge un millier de communes et d'intercommunalités. 2016 rend quasiment inatteignable l'affaire, et 2017, dans le calendrier qui est proposé par l'État, ne permet certainement pas d'atteindre tous les objectifs qui ont été fixés », a-t-il souligné.

Manuel Valls n'a pas fermé la porte. Les deux hommes s'étaient déjà affrontés à fleurets mouchetés à ce sujet devant le congrès de l'AMF à la fin du mois de novembre. François Baroin venait tout juste de prendre ses fonctions ; il s'agissait aussi d'une première pour Manuel Valls en tant que chef du gouvernement.

Les deux jeunes quinquagénaires ont convenu de se revoir fin mai. « Pour la première fois, Manuel Valls a ouvert la porte sur un calendrier court », se félicitait François Baroin à la sortie de Matignon. En attendant, un groupe de travail a été mis en place.

Selon Matignon, ce groupe de travail doit permettre de réaliser un « diagnostic partagé », qui « se fondera en particulier » sur les chiffres définitifs du budget de l'État en 2014, qui seront connus en avril, ainsi que sur les budgets en cours de préparation par les communes. Outre les dotations, l'AMF souhaite discuter du fonds de remboursement de la TVA et du rétablissement du jour de carence pour les fonctionnaires malades.

Hausse des impôts locaux ?

« Je maintiens une vigilance très alerte », a prévenu François Baroin en quittant Matignon. Pour le gouvernement, il s'agit aussi de respecter sa promesse de ne plus augmenter les impôts. Si aucune hausse de la fiscalité n'est prévue dans le budget de l'État pour cette année, le président de l'AMF a agité devant la presse la menace d'une hausse des impôts locaux.

Hausse qui serait forcément très impopulaire, alors que le niveau de pression fiscale devient intolérable, notamment pour les classes moyennes. Cette impopularité jaillirait d'abord sur le gouvernement, car les contribuables ne font pas forcément la distinction. Et ça, le gouvernement le sait.

Bruno Dive, rédaction parisienne

Le taux de chômage atteint le seuil des 10 % fin 2014

EMPLOI L'Insee table sur une poursuite de la hausse jusqu'à la mi-2015

Le taux de chômage a atteint la barre des 10 % au quatrième trimestre 2014 en métropole. En hausse de 0,1 % par rapport au trimestre précédent, il retrouve le niveau du deuxième trimestre 2013 après plusieurs trimestres entre 9,6 et 9,9 %.

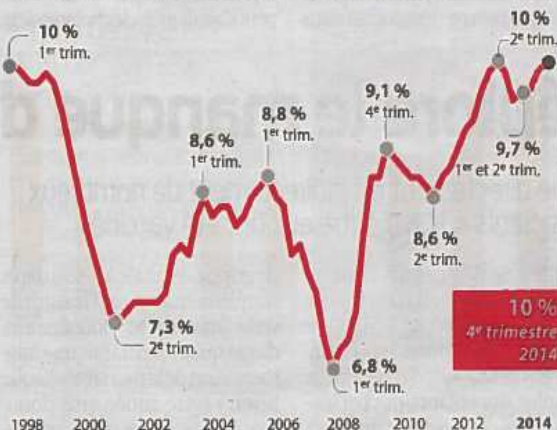
Sur un an, il progresse de 0,4 point en métropole. Ce sont les 25-49 ans qui supportent la totalité de la hausse (+0,2 point, à 9,5 %). Par rapport au trimestre précédent, le taux de chômage des 15-24 ans et celui des 50 ans et plus restent inchangés. Au cours de l'été dernier, tout en se montrant très prudent, François Rebsamen, ministre du Travail, avait espéré que le taux de chômage se maintiendrait en dessous de ce seuil symbolique des 10 % en 2014.

Record à 10,4 %

Au cours des dernières décennies, ce taux de chômage était resté au-dessus de 10 % pendant plusieurs trimestres consécutifs en 1993-1994 et pendant la période 1996-1997. Il avait grimpé jusqu'au niveau record de

Le chômage au plus haut depuis 1998

En % de la population active, France métropolitaine



Selon l'âge

En % des actifs* de la catégorie (variation en points par rapport au trimestre précédent)

Hommes	Femmes
7,2 (+0,5) 50 ans et plus	6,8 (-0,4)
9,4 (=) 25-49 ans	9,5 (+0,3)
25,3 (+0,8) 15-24 ans	21,8 (-1)

*personnes en emploi et au chômage

Source : Insee

10,4 % au deuxième trimestre de 1994 et de 1997. Depuis le début des années 2000, il a atteint son plus bas début 2008 (6,8 %), juste avant le début de la crise. Pour mémoire, il s'était établi à 2,9 % en 1975.

Ce taux calculé par l'Insee selon les normes du Bureau international du travail est le seul reconnu au niveau international. Il ne mesure pas les mêmes données que Pôle emploi, ce qui explique les écarts constatés entre les chiffres publiés par les uns ou les autres. Selon l'Insee, la métropole comptait ainsi 2,9 millions de personnes au chômage à la fin de l'année dernière. Fin décembre, Pôle emploi avait comptabilisé 3,496 millions de demandeurs d'emploi de catégorie A (n'ayant exercé aucune activité). Le nombre d'inscrits atteignait 5,218 millions si l'on prenait également en compte les catégories B et C, c'est-à-dire les personnes ayant exercé une activité réduite. Une partie des demandeurs d'emploi qui font la différence entre les deux se retrouvent dans ce que l'Insee appelle le « halo autour du chômage » et qui regroupe les personnes qui recherchent un emploi sans être disponibles et celles qui souhaitent travailler mais qui ne sont pas à la recherche d'un emploi. L'Insee

en comptabilise 1,4 million, soit une augmentation de 20 000 personnes sur un trimestre et de 78 000 sur un an.

La hausse du chômage, mesurée au quatrième trimestre par l'Insee, est conforme aux dernières prévisions de l'institut. Il table désormais sur une poursuite de la hausse jusqu'à la mi-2015, avec un taux de 10,2 % en métropole, tout près des pics historiques de 10,4 % de 1994 et 1997.

Pierre Tillinac

PÔLE EMPLOI EN LIGNE

Pôle emploi va lancer quatre Moocs, des sessions de formation en ligne, pour aider les chômeurs. Les quatre Moocs s'intitulent « Construire son projet professionnel » (début le 13 avril), « Organiser sa recherche d'emploi et trouver des offres qui me correspondent » (20 avril), « Réaliser son CV et sa lettre de motivation » (27 avril), « Préparer ses entretiens et ses re-lances employeurs » (4 mai). Les inscriptions débuteront le 23 mars pour les deux premières. Chaque formation durera quatre semaines, à raison de deux heures hebdomadaires.

Le changement ne passe pas comme une lettre à la poste

COGNAC La réorganisation mise en place depuis le 17 février entraîne des retards et un malaise chez les facteurs. La direction se veut confiante

Le week-end dernier et en début de semaine, le courrier est arrivé avec un, voire plusieurs jours de retard dans certaines communes du Cognacais. Pour la direction de La Poste, cette situation est essentiellement due à quatre arrêts de travail concomitants. « On a pris des CDD qui ne pouvaient connaître la tournée du jour au lendemain. Aujourd'hui, ça tourne », assure la directrice, Claudie Labarde.

Mais pour la CGT FAPT, ce couac est l'un des symptômes du malaise qui a gagné le centre de tri de Cognac depuis sa réorganisation, le 17 février. Il a absorbé les unités de Jarnac et Segonzac, et toutes les tournées ont été largement restructurées. Le temps de travail ne s'étale plus sur six heures, six jours

par semaine, mais sept, cinq jours par semaine. Certaines tournées s'étalent désormais l'après-midi. « C'est un changement de comportement, il faut que les salariés s'habituent. J'ai confiance en mon équipe pour assimiler les nouveautés », poursuit Claudie Labarde.

Des salariés craquent

La baisse du flux, 6 % de courrier en moins par an, oblige la Poste à « rationaliser » son fonctionnement et ses équipements. Mais dans le cas de Cognac, la CGT estime que la réorganisation a été précipitée. Si certaines tournées fonctionnent, d'autres seraient beaucoup trop longues et denses, entraînant des journées à rallonge et un grand désarroi. « Le facteur est quelqu'un

de consciencieux, on aime que tout le monde soit servi le même jour. Ils sont en train de casser l'image du poster », soupire une factrice.

Secrétaire générale de la CGT FAPT 16, Véronique Lavergne avait constaté des dysfonctionnements lors d'une visite quatre jours après le changement. Elle est repassée au centre de Cognac hier et considère que la situation ne s'est pas améliorée. Le syndicat fait même état de nombreux cas de personnes qui craquent, ou rentrent en pleurant.

Pour la CGT, les moyens mis en place pour digérer le changement étaient insuffisants. Elle demande une large remise à plat. « On doit faire une commission de suivi, où l'on procédera à des réajuste-



Le centre de tri postal de Cognac est en plein malaise. ARCH-PH M.

ments », indique la direction. La CGT s'inquiète d'une dégradation plus générale du service public. D'autres réorganisations sont prévues en Charente. Les postiers du

Val-de-Touvre seront répartis à Angoulême et Fléac en mai, et ceux de Montmoreau à Barbezieux et Chalais en septembre. Ph. M.

Une journée pour les jobs d'été



Conseils et informations aux Récollets le 18 mars. ARCH.L.S.C.

Le bureau d'information jeunesse et Info 16 organisent leur rituelle journée autour des jobs d'été le mercredi 18 mars, de 13 h 30 à 17 h 30 au couvent des Récollets. Les participants y trouveront diverses offres présentées par Pôle Emploi, les agences intérim et des employeurs, avec également des recrutements en direct. Des ateliers et des stands exposeront conseils et informations sur le droit du travail, la rédaction de CV, de lettre de motivation, le bénévolat, etc. Un temps d'échange sera consacré à la mobilité internationale, à 14 h. Contact : 05 45 82 62 00.

CHATEAUBERNARD

Concours de photos

À vos appareils photos, la ville de Châteaubernard lance ses cinquièmes rendez-vous photographes. Ouvertes depuis le 28 février, les inscriptions courent jusqu'au 28 mars.

Un nouveau thème pour les participants cette année, « Histoire de mains ». Leurs photos ensuite seront exposées dans les salles d'exposition municipales du 14 au 23 avril, et jugés par un jury et le public. Ils repartiront peut-être avec une récompense : un livre d'art pour le coup de cœur du public et un stage prise de vues et laboratoire chez un artiste photographe pour le coup de cœur du jury.



Histoire de mains, le thème de ces rendez-vous. PHOTO S. BALIAN

Contacts : 05 45 32 76 76
Règlement complet sur le site de la ville
www.ville-chateaubernard.fr

MESNAC

Des comptes en équilibre fragile



Les élus ont validé les comptes administratifs 2014. PHOTO PIERRE BARRETEAU

D'entrée de jeu, lors de la réunion du conseil municipal, mercredi, il a été question d'argent. Pour répondre à des besoins ponctuels, avant l'adoption du budget 2015, la commune a sollicité une ligne de trésorerie interactive auprès de la Caisse d'Épargne. Ce que le conseil a validé, soit 40 000 € au taux de 1,70 %.

L'équilibre n'est pas atteint

Dans un deuxième temps, le maire Didier Gois a présenté les comptes administratifs de l'exercice 2014. Pour le budget de la commune, la section investissement présente un déficit de 66 807 €, sur un total de recettes de 150 008 €, qui sera reporté sur le budget 2015.

En fonctionnement, le résultat global de clôture présente un excédent de 123 303 € (recettes :

435 052 €). En ce qui concerne le compte administratif pour l'assainissement, l'équilibre n'est pas atteint ; le budget de la commune comblera donc le manque. La section investissement présente un déficit de 36 216 €, non couvert par l'excédent de 23 910 € en fonctionnement.

Comme l'année dernière, le total des subventions dédiées aux diverses associations, est de 4 390 €. Les élus ont décidé d'attribuer 600 € aux 4 associations locales, la Société de chasse, le Comité des fêtes, l'AL Basket, et la Malissmiss.

En extérieur, 145 € ont été attribués à la Chambre des métiers ; 210 € à Info 16 ; 300 € à l'ADMR et 150 € à France Alzheimer, à l'AFM, aux Restaurants du cœur, et à la recherche contre le cancer.

Travaux en septembre

Quant à l'assainissement, le dossier Lagune-Les-Fosses entre dans la phase finale, avec de bons espoirs de succès. Il sera présenté prochainement à un hydrologue agréé, puis adressé aux organismes financeurs, pour un lancement des travaux envisagé à partir de septembre.

Didier Gois a estimé le coût total des travaux à 627 000 €, dont 348 000 € à la charge de la commune, à l'aide d'un emprunt de longue durée : 331 700 € financeront l'agrandissement de la lagune de Vignolles ; 295 000 € le raccordement des Fosses. « C'est un chantier considérable, un très gros morceau pour notre budget, mais c'est une réalisation indispensable », a expliqué le maire, Didier Gois.

Pierre Barreteau

«Avec tout ce qui est demandé, il faudrait deux lignes TGV»

Jean Auroux, médiateur dans le dossier de la LGV, cherche l'équilibre entre demandes des collectivités et objectifs de la SNCF.

Les attentes des élus sont «diverses et parfois contradictoires», a indiqué hier l'ancien ministre du Travail Jean Auroux, nommé médiateur par le gouvernement et la SNCF dans le dossier de la ligne à grande vitesse (LGV) Tours-Bordeaux pour faire le lien avec les collectivités locales. Il achève mercredi ses rencontres avec les cinq régions concernées et a rencontré les élus d'Angoulême, Poitiers, La Rochelle, Toulouse. Des élus frondeurs, en tête desquels on trouve les Charentais qui ont cessé de verser leur part au financement de la LGV.

”

Il faut qu'on aille relativement vite maintenant, dans la mesure où nous devons préparer les sillons et les services, depuis les matériels jusqu'à l'organisation des personnels.

Plusieurs collectivités ont suspendu leur paiement pour demander des dessertes. Sur quoi portent les discussions?

Jean Auroux. Il faut concilier la logique «grande vitesse égale grande distance» avec la logique de desserte locale qui est attendue par un certain nombre de villes. Il m'appartient, dans ces discussions, de trouver le point d'équilibre entre des attentes diverses et parfois contradictoires. Tout le monde essaie de tirer un peu la couverture à soi avec des revendications qui sont parfois formelles. On est à la veille d'élections départementales, pas très loin d'élections régionales... Si j'ajoutais tout ce qui m'est demandé, il faudrait deux lignes TGV. J'ai été frappé par l'attache-



Pour Jean Auroux, les demandes des élus sont «diverses et parfois contradictoires». Il fera ses propositions en juin.

Photo Majid Bouzzit

ment de tous mes interlocuteurs au ferroviaire. J'ai le souci de rencontrer tous ceux qui le souhaitent: Départements, communautés d'agglomération, maires, conseillers généraux, parlementaires, associations. L'argent non versé [par les collectivités, NDLR] est généralement mis sous séquestre. C'est un élément du débat. C'est tout le secteur atlantique qui va bénéficier d'une voirie nouvelle. [...] Il faut regarder la dynamique que ça peut créer pour une région.

Quel sera votre calendrier des semaines et mois à venir?

Je dois rendre mes propositions fin juin. La SNCF a accepté que je sois assisté par des experts d'une société suisse. Je ferai des propositions et elles seront étudiées. Il faut qu'on aille relativement vite maintenant, dans la mesure où nous de-

avons préparer les sillons et les services, depuis les matériels jusqu'à l'organisation des personnels.

Quelle réorganisation du transport ferroviaire doit être menée sur la façade atlantique?

Il faudra reconfigurer, actualiser les dessertes compte tenu de cette donnée grande vitesse. La ligne classique va rester et va servir aussi. Je n'exclus pas qu'on réfléchisse au fret. Sur le plan financier, il y a aussi la difficulté prévisible d'un déficit pour la SNCF. Il y a eu une convention de financement, une convention de dessertes, dans laquelle on a imposé un certain nombre de contraintes à la SNCF. D'autre part, les péages seront plus élevés puisque sur les lignes existantes, l'amortissement est fait. [...] Dans l'état actuel des choses, la SNCF prévoit un déficit.

Communication

La Charente s'offre deux superbes clips promotionnels

Le tourisme d'un côté, l'économie de l'autre. Le Département vient de s'offrir deux superbes clips promotionnels. D'une durée d'une minute chacun, ils sont destinés à la fois au public local et à mieux vendre le département à l'extérieur, notamment via Charente Tourisme et Charente Développement. Ils se terminent tous les deux avec le nouveau slogan du Département: «La Charente valorise votre présent en favorisant votre avenir.» Après appel d'offres, c'est Norimage Films, une société de production basée à Saint-Yrieix et qui a produit plusieurs téléfilms tournés en Charente, qui a été chargée de cette commande. Les deux vidéos sont signées par un tout jeune réalisateur, Arnaud Xetxu. Né à Angoulême, ancien lycéen à Marguerite-de-Valois, cet autodidacte avait l'avantage de bien connaître le département, ses plus beaux décors et ses entreprises de pointe.

«J'ai voulu montrer le dynamisme et le côté moderne de la Charente. En mélangeant des choses très célèbres, comme le château de La Rochefoucauld, avec des endroits plus méconnus», explique-t-il. Sans voix off, les images sont accompagnées par des musiques très rythmées. Une composition originale pour le film sur l'économie, un morceau du DJ canadien Overwerk pour celui sur le tourisme. «C'est quelqu'un de très célèbre dans son pays. Quand il a vu les images, il a été vraiment très emballé», se réjouit Arnaud Xetxu. Guest star dans le film sur le tourisme: Philippe Maucourant, l'entraîneur des basket-ballers charentais. Ces deux clips ont coûté 50 000 euros au total, dans le cadre du budget communication habituel du conseil général. Avant de les découvrir d'ici quelques semaines sur les écrans de cinéma de Charente, *Charente Libre* les propose en avant-première sur son site internet.

■ COLLECTIVITÉS

Baisse des dotations: un groupe de travail constitué

L'Association des maires de France (AMF), qui réclamait à Manuel Valls un report de la baisse des dotations versées par l'Etat aux collectivités locales, a obtenu du Premier ministre un «groupe de travail» en vue d'un nouveau rendez-vous fin mai. «Le Premier ministre a souhaité qu'un travail conjoint soit réalisé entre le gouvernement et l'AMF afin d'aboutir à un diagnostic partagé de l'évolution des finances du bloc local et de son impact sur l'investissement public», a annoncé Matignon dans un communiqué. Le président de l'AMF, l'ancien ministre UMP François Baroin, qui était notamment accompagné de son vice-président socialiste André Laignel, a expliqué avoir fait «un constat d'alerte rouge», sur l'im-

pact des 3,7 milliards d'euros de baisse par an des dotations versées par l'Etat aux collectivités, dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards du gouvernement. La mesure pourrait selon lui coûter «0,6 point de croissance» à la France en freinant les investissements locaux. «On considère que pour 2015 ça sera très difficile, ça va mettre dans le rouge un millier de communes et d'intercommunalités, 2016 rend quasiment inatteignable l'affaire et 2017 dans le calendrier qui est proposé par l'Etat ne permet pas, certainement, d'atteindre tous les objectifs qui ont été fixés». Outre les dotations, l'AMF souhaite également discuter du fonds de remboursement de la TVA et du rétablissement du jour de carence pour les fonctionnaires malades.

De nouveaux opposants au projet se jettent à l'eau

L'association «Mieux vivre à Cognac» rejoint les rangs des détracteurs du pôle aquatique. Et appelle aussi à l'abandon du projet.



José Lacour-Miron (à droite) a réactivé son association pour entrer en lutte contre un projet qu'il juge «pharaonique». Photo G. B.

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Michel Gourinchas, président de GrandCognac a beau fermer la porte à toute révision du projet, l'enquête publique a beau être bouclée, les appels d'offres lancés, peu importe: les opposants au futur centre aquatique des Vauzelles ne lâchent pas l'affaire. Après avoir reçu le soutien de bon nombre de commerçants, François Hoog, initiateur du collectif «Sauvons la piscine d'été», est aujourd'hui rejoint dans son combat par les membres de «Mieux vivre à Cognac». Cette association «circonstancielle qui réagit quand il y a des problèmes importants», comme la décrit son président José Lacour-Miron, a décidé elle aussi de porter le fer sur ce dossier dont elle a fait le sujet principal de son assemblée générale qui se tiendra le mardi 10 mars, à 19 heures, au couvent des Récollets.

«On ne pouvait pas ne pas bouger. Si on le fait si tard, c'est parce que nous espérons que le bon sens finirait par l'emporter sur ce projet. C'est tellement énorme, tellement dispendieux et stupide. Mais visiblement, ça ne choque personne», déplore José Lacour-Miron.

Bercy alerté

«Les gens vont à l'eau tels des moutons de Panurge quand M. Gourinchas l'ordonne, pas nous», ajoute cet ancien du ministère des Finances, décidé comme ses collègues à réveiller les consciences de «cette majorité silencieuse (...) qui se réfugie soit dans l'abstention, soit dans des votes incompréhensibles pour le citoyen qui réfléchit un tant soit peu», a-t-il écrit au commissaire enquêteur chargé de recueillir les doléances du public sur ce projet *«grandiloquent qu'il est grand temps de mettre sous le boisseau.»* Pour y parvenir, José

Lacour-Miron entend faire jouer ses «réseaux à Bercy», soutenu par un député de Charente dont il tait le nom. *«Des choses sont déjà lancées. Quand l'inspection des finances descendra à Cognac, il faudra donner les chiffres»,* prévient-il, proposant à Michel Gourinchas d'étudier d'ores et déjà *«une sortie honorable»* avant le déluge. A savoir l'abandon pur et simple de ce centre, *«surdimensionné, dont les objectifs de fréquentation sont délirants, dont les activités (hammam, bains à remous...) feront de la concurrence aux structures existantes (???)*, et qui sera bâti sur un ancien marécage en plus, un comble pour une piscine», tacle-t-il. Son vœu ? Comme François Hoog, réhabiliter celle d'été *«facilement accessible, au cœur de la ville et d'un cadre magnifique»*. Devant tant d'emphase, on n'a pas osé lui demander la dernière fois où il y a trempé les pieds comme tous les membres de son association...